

Interviews

Chbih Ould Cheikh Mèlainine Président du Front Populaire
Dans une interview qu'il nous a accordé, le leader du FP parle de la situation politique, économique et sociale du pays.

“Quand on dit dialogue, on ne dialogue pas pour dialoguer et sur ce point je suis étonné des articles de mon grand frère Ould Bredeleil qui dit qu'il faut aller au-delà du dialogue. En fait le dialogue n'a pour objet que de dégager des solutions, obligatoirement des grandes réformes”

EH : Le procureur a fait un réquisitoire dans lequel il a demandé des peines capitales et des peines d'emprisonnement à vie, il y a également vos collègues de l'opposition pour lesquels il a requis cinq ans de prison. Quel commentaire faites-vous de ce réquisitoire ?

Chbih Ould Cheikh Mèlainine : Merci beaucoup et bonne année pour Eveil Hebdo l'un des journaux sur lesquels nous comptons dans ce pays et qui continue à jouer son rôle malgré toutes les difficultés que peut avoir un journal dans ce pays. Pour ce qui est du procès, je dois avant tout dire que le Front Populaire, depuis ma sortie de prison, a initié un ensemble de déclarations et de contacts qui portaient sur la nécessité de l'apaisement des relations politiques dans ce pays. Apaisement qui est nécessaire à la démocratie parce que



Suite en page 6

Interviews

Chbih Ould Cheikh Mélainine Président du Front Populaire

Dans une interview qu'il nous a accordé, le leader du FP parle de la situation politique, économique et sociale du pays.

"Quand on dit dialogue, on ne dialogue pas pour dialoguer et sur ce point je suis étonné des articles de mon grand frère Ould Bredeleil qui dit qu'il faut aller au-delà du dialogue. En fait le dialogue n'a pour objet que de dégager des solutions, obligatoirement des grandes réformes"

Un jeu démocratique demande une espèce de civilité si vous me passez l'expression des relations et demande aussi la création d'un climat de confiance dans lequel ce jeu peut avoir lieu et nous n'avons cessé d'appeler les acteurs à plus de clémence et en particulier à ceux qui gouvernent qui ont ou les initiatives et les possibilités et qui peuvent décider de l'apaisement. Jusqu'à présent nous n'avons pas vu quelque chose qui nous encourage. On a eu des élections présidentielles, elles ont été suivies par un procès, il y a eu au paravent mon procès, aujourd'hui nous sommes dans un autre procès et je crois que cela commence à être un peu trop pour un pays qui a d'autres défis très importants qui sont d'ailleurs les défis de toutes les nations du tiers monde. C'est aussi des défis liés au mondialisme mondial, des défis liés à un changement qualitatif et probablement quantitatif dans notre économie. Le réquisitoire du procureur me surprend parce que je crois qu'on a l'impression de vouloir donner une certaine gravité à l'événement qui effectivement peut être qualifié de grave. Mais je crois que si nous cherchons la stabilité qui est mise en cause ici dans ce procès, je suis d'avis que celle-ci ne passe ni par des sanctions dites exemplaires, ni par le tout sécuritaire. Le meilleur élément qui peut assurer la stabilité, c'est d'aller vers une démocratisation réelle, c'est aller vers un jeu démocratique clair où l'ensemble des acteurs s'écoutent et puissent échanger, et affronter leur point de vue.

EH : Dans le cadre du dialogue c'est l'UFP ou le FP qui semble être acceptés comme interlocuteurs du pouvoir ?

COCM : Je crois que la question n'est pas actuellement une question de parti ou de qui doit dialoguer ou pas. C'est une question de principe ; est-ce que le pouvoir, est-ce que l'ensemble des acteurs sont prêts à accepter le jeu démocratique qui est un jeu de dialogue ? La démocratie n'est pas née par hasard, nous ne l'avons pas créée, d'ailleurs, nous n'avons pas créé le monde. La démocratie pourrait être vue sur le plan historique comme une forme de relation entre le gouvernement et le gouverné qui avait pour objet premier d'éviter les régicides et de demander à la cour de jouer un jeu basé sur la majorité. Donc c'est au départ un jeu de dialogue, d'échange d'idées, une espèce de marketing pour que les idées que vous défendez soient celles de la majorité de la population. Nous, nous avons trimballé avec nous, le passé, c'est à dire le passé dans le comportement des mouvements politiques. Nous avons amené notre sectarisme, nous avons amené nos prophéties et nous évitions de nous parler, chacun croyant détenir la Vérité, alors que peut-être elle se trouve quelque part dans ce que nous disons. Et malheureusement ce dialogue et ce

comportement sectaire n'est pas propre aux partis ou aux gens qui viennent des mouvements, c'est aussi le comportement un peu monolithique du pouvoir qui a extrapolé le pouvoir du parti unique et qui extrapolé les pouvoirs des militaires. Donc nous sommes un peu dans une situation de non écoute. Cette situation ne peut pas créer les conditions d'une démocratie.

EH : Dans ce cas, qu'est ce que vous proposez ?

COCM : Il est temps et n'en profite pas celui que l'on croit, que le pouvoir accepte de dialoguer avec l'ensemble des forces politiques. Quand je dis l'ensemble des forces politiques, je ne dis pas l'ensemble des partis politiques. Parce qu'il y a des forces politiques dans le pays qui ne sont pas structurés en partis, soit qui n'ont pas eu l'autorisation des créer des partis, soit sur lesquels on a des préjugés comme mes amis du Flarm soit d'autres forces qui se trouvent à l'extérieur qui représentent des courants d'opinion. Donc il faudrait que le dialogue soit ouvert à tout le monde. Quand on dit dialogue, on ne dialogue pas pour dialoguer et sur ce point je suis étonné des articles de mon grand frère Ould Bredeleil qui dit qu'il faut aller au-delà du dialogue. En fait le dialogue n'a pour objet que de dégager des solutions, obligatoirement des grandes réformes. Ce qui est alors intéressant, c'est d'arriver à des réformes, à une situation où tout le monde accepte un programme que l'on pourrait appeler transitoire qui permettrait de remettre cette démocratie en selle et qui permettrait à tous les mauritaniens d'accepter le jeu. Il est tout à fait normal que dans toute structure, que dans tout jeu qu'il y ait des gens qui puissent être hors jeu. En tout cas la majorité des mauritaniens, la majorité des démocrates accepteraient le jeu démocratique et accepteraient d'en subir les conséquences.

EH : A propos du dialogue, on n'a pas l'impression que l'opposition se mette d'accord, on voit souvent des positions qui ne sont pas les mêmes.

COCM : De toute façon l'opposition est d'accord sur le principe du dialogue. Elle le demande. Je crois que elle a fait trois à quatre mois de réunion pour essayer d'arrêter certaines idées générales sur lesquelles nous pouvons engager un dialogue. Nous avons fait plusieurs déclarations qui annonçaient justement notre souci de dialogue dans lequel nous disions que seul le dialogue est la solution et qu'il faudrait opter pour la solution politique pour les problèmes qui se posent à la Mauritanie. L'ensemble des partis d'opposition accepte aujourd'hui ce principe. Je crois qu'il ne faut pas se tromper sur l'opposition parce qu'on a l'impression un peu partout en Mauritanie que quand on parle de

l'opposition qu'on parle d'une personne morale. Il y a un ensemble de partis qui ne constituent ni un front ni une coalition, indépendants des uns des autres. Ces partis n'ont pas les mêmes projets de société mais qui peuvent se mettre d'accord sur des actions spécifiques, tel le principe du dialogue. Mais dans un dialogue nous aurons des positions différentes. Si nous avions les mêmes positions nous serions soit le même parti, soit une coalition. Et une coalition se fait autour de quelque chose, d'un programme commun. Et nous n'en avons pas. Et pour notre part en tout cas, le front populaire, nous le réclamons depuis 1998, parce que c'est sur la base d'un programme qu'on peut réellement créer une force d'opposition avec une certaine unité sur certaines choses. Aujourd'hui nous ne l'avons pas mais il y a une idée persistante de type binaire qui veut qu'il y ait le pouvoir et l'opposition. Si le pouvoir est homogène avec un grand parti et des petits partis tout autour, nous ne l'avons pas. Nous n'avons même pas les mêmes sources idéologiques, nous n'avons pas les mêmes projets de société et il y a un ensemble de problèmes que nous ne posons pas de la même manière. Donc nous sommes des partis très différents. Nous pouvons être d'accord uniquement sur une action spécifique. A part cela, nous sommes un ensemble de partis, par définition nous ne sommes pas au pouvoir donc nous sommes de l'opposition pas plus que cela.

EH : S'il arrivait aujourd'hui que vos alliés politiques soient condamnés, qu'en diriez-vous ?

COCM : Je condamnerai, je condamnerai. Je ne peux pas accepter que ces gens puissent être condamnés. Je crois que ce sont des hommes politiques qui font leur travail d'opposant et ce n'est pas parce qu'ils font un travail d'opposant qu'ils sont forcément condamnables à chaque moment. C'est une question de principe. Nous sommes contre toute arrestation, tout délit d'opinion, toute condamnation qui pourrait laisser des séquelles dans ce pays, qui pourrait poser des problèmes. Nous souhaitons également beaucoup de clémence, le pardon, une situation de confiance. Nous demandons que les gens puissent s'accepter et nous demandons conformément à notre charia que l'on puisse oublier le passé, que l'on puisse partir sur des bases sérieuses. Je suis contre l'exécution de la peine de mort parce que la peine de mort ne nous laisse pas un sursis, une possibilité d'un pardon, une possibilité d'insertion même dans la vie. D'ailleurs heureusement depuis quelque temps, elle n'est pas exécutée en Mauritanie. Je suis pour la compréhension et l'acceptation de l'autre. Je suis aussi pour une mobilisation de l'ensemble de ses forces pour que la Mauritanie puisse aller de l'avant et permettre à la

population de progresser, de pouvoir profiter de richesses de ce pays, de profiter d'une stabilité réelle qui ne soit pas la stabilité du sécuritaire. C'est une stabilité plutôt basée sur une solution politique. Je crois que cette stabilité dépend de facteurs importants dont une meilleure répartition des revenus qui crée une classe moyenne qui est toujours garante d'une stabilité dans un pays.

EH : Pour revenir au procès, tous les militaires qui ont comparu ont fait état pour la plupart de tortures qu'ils auraient subies lors de leurs interrogatoires à la police, hors nous savons que la commission africaine des droits de l'homme avait demandé à Alger pour la Mauritanie que les auteurs de tortures soient arrêtés et punis. Est-ce votre avis ?

COCM : Je crois qu'il y a une question de principe qui n'est pas une question d'avis. Pour avoir un avis ou pousser des gens à faire quelque chose, il faudrait bien prendre un dossier, savoir exactement ce qui s'est passé. Et il faut pas rester dans le vague. Si l'un a eu des tortures ce n'est pas le fait d'auteurs anonymes. C'est fait par des gens

EH : sur ce plan, il y a un des jurés militaires qui a été indexé publiquement par une des victimes ?

COCM : Oui mais moi je ne peux pas juger, je dois avoir les éléments mais ce n'est pas mon métier. Moi je fais de la politique. J'ébauche des principes et j'affirme que je suis contre toute forme de torture que cela soit subi par des gens qui ont contribué à un putsch ou d'autres. Ce que l'on me demande c'est d'avoir un principe et je suis contre la torture, contre l'injustice, toute forme d'arbitraire, les procès dits politiques. Et cela est une question de principe et c'est ce que l'on peut demander à un parti ou à un dirigeant de parti. Mes ambitions c'est d'aller à l'exécutif et quelqu'un qui a ses ambitions doit être pour la séparation des pouvoirs. Ce que nous demandons c'est d'avoir de bons juges qui croient en leur métier, en leur indépendance, c'est que le gouvernement ne se mêle pas des problèmes de la justice. Ce sont là des questions de principe qui sont valables pour tout procès, pour tout moment. Il faut absolument que ces principes soient toujours défendus. Quant à indexer quelqu'un ou dire voilà ce qu'il a fait, ce n'est pas notre métier. Ce qui est sûr, c'est que celui qui connaît le mieux les problèmes de tortures et qui connaît mieux les tortionnaires, c'est les gens torturés. Donc, c'est à eux de dire qui les a torturés. Et c'est aux gouvernants de prendre cela en considération parce que rien dans notre loi ne permet la torture, si cette loi est appliquée. Je reviens à la tolérance car tout cela relève de son inexistence.

EH : Pour passer à la situation

économique. Le pays avec l'invasion des criquets pèlerins vit une situation difficile notamment sur le plan alimentaire. D'ailleurs le gouvernement vient de lancer un appel à l'aide internationale pour pouvoir venir au secours des populations. Quel commentaire en faites-vous ?

COCM : A priori je dirai que la situation alimentaire serait difficile cette année. Mais nous ne pouvons pas chaque année passer d'une mauvaise situation alimentaire à une autre. Il est temps de savoir que nous sommes un pays sahélien, un pays où la production agricole est aléatoire, ajoutés à cela les criquets qui ne sont pas venus d'ailleurs. Nous savons qu'ils pondent dans notre pays, nous savons qu'il y a des possibilités d'invasion de criquets dans notre pays. Donc le problème c'est de savoir gérer les besoins alimentaires de ce pays. La gestion d'un pays, la bonne gouvernance, c'est de savoir parer à chaque moment aux aléas qui peuvent survenir. Il y a une donnée sûr dans ce pays, c'est que nous avons une pluviométrie variante dont il faudrait tenir compte. Le problème de l'agriculture vient aussi d'autre chose. On a oublié en fait qu'on a fait un barrage et que l'on a maîtrisé les eaux. Cette maîtrise de l'eau, c'est le début de l'assassinat de l'agriculture traditionnelle qui était une agriculture de décrue. C'est celle-ci qui permettait en particulier la culture des principales céréales de chez nous.

EH : Donc selon vous la politique agricole actuelle n'est pas bonne ?

COCM : La politique n'est pas bonne pour plusieurs raisons ; En fait il y a eu des infrastructures et il y a eu si vous voulez une maîtrise de l'eau qui aurait permis de moderniser l'agriculture. Mais il y a eu une mauvaise option, le riz. Cette option est non économique. En fait en économie le principe est très simple. Quand vous possédez un ha de terre et que vous consommez du riz, vous vous posez la question suivante : si je pique du riz combien va me rapporter cet ha. Cela va me rapporter 3 tonnes et demie. Alors on pose une autre question, si je mets de la menthe ou des tomates combien cela va-t-il me rapporter de riz ? Si la vente de ces produits peut vous ramener plus que les 3 tonnes et demie de riz, vous devez donc diversifier aller vers autre chose. Sur les 120.000 ha qui peuvent être irrigués dans le pays, il serait plus intéressant pour nous de diversifier l'agriculture. Avoir une autosuffisance alimentaire, ce n'est pas dire qu'on produit le riz dont on a besoin. L'autosuffisance alimentaire, c'est quand les la valeur marchande des produits agricoles peuvent couvrir les besoins alimentaires. C'est l'analyse qui doit être faite. Il faudrait absolument trouver d'autres issues, une diversification des produits ;

Suite en page 10

Interviews

Chbih Ould Cheikh Mélainine Président du Front Populaire

Dans une interview qu'il nous a accordé, le leader du FP parle de la situation politique, économique et sociale du pays.

"Quand on dit dialogue, on ne dialogue pas pour dialoguer et sur ce point je suis étonné des articles de mon grand frère Ould Bredeleil qui dit qu'il faut aller au-delà du dialogue. En fait le dialogue n'a pour objet que de dégager des solutions, obligatoirement des grandes réformes"

généraliser des produits qui peuvent nous permettre de couvrir nos besoins alimentaires. Aujourd'hui nous sommes dans une situation difficile: les criquets, la mauvaise pluviométrie. Des situations que l'on peut prévenir. Il faut dans ce pays avoir toujours un stock de céréales. Il faut surtout si ce stock existe qu'il puisse profiter au mieux aux populations.

EH: Le pétrole aussi on en parle beaucoup en ce moment. Jusqu'ici les pouvoirs publics tentent de rassurer sur la bonne gestion des ressources qui seront tirées de cette richesse. Evidemment il y a d'autres qui pensent que ces nouvelles ressources ne rapporteront rien au pays comme le poisson. Qu'en pensez-vous?

COCM: C'est une question à têtes multiples. J'avais fait une ou deux conférences à Nouakchott et à Nouadhibou. Si mes souvenirs sont bons je les avais introduites par une espèce de blague disant que Drake a produit en Pennsylvanie le pétrole qu'il a commercialisé et qu'il est mort pauvre. Je ne voudrais pas que mon peuple meurt pauvre à cause du pétrole. En fait le pétrole est un bien fait et il vient à temps, après un ajustement structurel. Qu'est-ce un ajustement structurel ? C'est pratiquement un programme de soin qui est établi sur la base d'un diagnostic du malade, de l'économie malade. Ce diagnostic quand il est bien fait, un ensemble de soins est prodigué. Ces soins sont parfois amers mais nécessaires. Mais après quand vous constatez que votre malade est guéri vous ne pouvez pas l'envoyer dans l'arène pour lutter; il est en convalescence et c'est dans cette période qu'il est nécessaire de trouver les moyens de le renforcer et de lui donner la force pour qu'il soit productif. C'est à dire en terme économique, qu'après un ajustement structurel, il faut ce que l'on appelle une relance, il faut réamorcer l'économie, il faut créer une relance, un objectif de croissance. Pour cela nous n'avons pas les moyens de créer une relance capable de nous donner un taux minimal de croissance de 8% soutenu dans le temps. Un taux étant reconnu pour Mauritanie pour résorber le chômage et créer de la richesse. Le pétrole donc avec les moyens qu'il dégage peut justement permettre cette relance dont nous avons besoin. Maintenant la bonne foi ne suffit pas quand on parle d'économie, il faut faire des programmes, des simulations pour nous dire en 2006 nous aurons telle somme. Il faut déjà commencer la relance de l'économie parce que nous avons obtenu une crédibilité nouvelle grâce au pétrole. Cela peut nous permettre d'avoir de nouveaux crédits sur la base de ces revenus supplémentaires. Nous pouvons déjà engager certains investissements et certains projets

intéressants. Je ne suis pas au courant d'un ensemble de projets qui aient été pré-définis, je ne suis pas au courant d'un programme à partir du pétrole qui est défini. D'ailleurs j'ai un peu peur. Il y a des choses à priori qui doivent être faites et qui ne l'ont pas été. Nous allons bientôt commencer la production et jusqu'à présent il n'y a pas de mauritaniens formés pour cela, bien que, selon nos informations, 200 mille dollars par an aient été alloués depuis 1999 à la formation. Pourquoi n'a-t-on pas demandé une avance sur recette pour créer au moins deux instituts de formation des ouvriers et des cadres moyens parce que si le pétrole crée des revenus à l'Etat, il doit créer aussi des emplois aux populations mauritaniennes. A partir de l'emploi il doit créer des recettes et c'est un secteur qui emploie beaucoup de gens. Jusqu'à présent nous ne voyons rien. Les entreprises travaillant dans le pétrole ayant besoin de main d'œuvre les ramèneront d'autres pays et notre pays va être envahi. Nous n'avons pas eu également l'intelligence qu'ont eu les pays du Golfe qui pour des raisons démographiques n'ont pas de personnels mais qui ont amené du personnel étranger qui sont parrainés par un local, un national. Ce qui permettrait une certaine distribution de revenus. Ceci n'a pas été fait. L'autre jour quand le Ministre a parlé de l'engagement de 70 cadres. Je crois que nous n'avons pas découvert le pétrole pour employer 70 cadres. Ce que nous voulons c'est des milliers d'emplois. D'autre part, il faudrait être clair, ce pétrole est off-shore et il ne faudrait pas que ces recettes finissent off-shore. C'est à dire qu'elle ne serve pas l'intérêt national. On risque si rien n'est fait d'avoir du pétrole en Mauritanie mais d'avoir des sociétés pétrolières à 90 % d'étrangers. Schenker emploie même des chauffeurs tunisiens; On ne peut pas dire qu'il manque des chauffeurs en Mauritanie. J'ai vu que les cadres sont recrutés par ci par là dans les sociétés pétrolières ne respectant aucun plan de carrière. Je vois des cadres sortant de grandes universités qui ont un salaire de 120.000 UM et des gens qui ont été embauchés sur intervention qui touchent 600.000 UM. Donc on ne sait pas ce qui se passe réellement dans ce secteur en ce moment même au niveau de la prestation. En fait on est en train d'employer énormément d'étrangers qui ne sont pas du domaine technique - ces postes peuvent être occupés par des mauritaniens à moindre coût. Je crois qu'il est temps que l'Etat regarde de très près le système d'embauche dans les sociétés pétrolières.

EH: Quel est votre avis pour que les ressources tirées du pétrole profitent aux mauritaniens?

COCM: Je crois que c'est la grande question et la plus importante et c'est là le rôle de l'Etat qui aurait dû créer un programme pour nous montrer comment ce pétrole va circuler dans les veines de l'économie mauritanienne. C'est ce qui m'amène à croire qu'il est nécessaire pour que le pétrole profite aux mauritaniens qu'il y ait des passerelles, des ponts avec l'économie nationale. Pour cela, il faut une industrialisation d'origine pétrolière à terre. C'est à dire sur les côtes, il faudrait des raffineries, des sociétés de liquéfaction de gaz et à partir de celles-ci un programme d'électrification énorme qui nous permettrait d'exporter l'électricité vers le Sénégal et le Mali. Je crois que cela tombe assez bien parce que l'OMVS est entrain de discuter aujourd'hui de la possibilité de créer des barrages supplémentaires pour la production d'électricité. L'Etat mauritanien aurait dû proposer qu'au lieu de s'endetter pour des barrages, de créer des centrales électriques à partir du gaz mauritanien et ce dans le cadre d'une société mixte entre les trois

pays. Il faut noter aussi que la Mauritanie et les pays voisins peuvent créer un réseau de distribution de gaz naturel par gazoduc à l'instar du programme initié par la Banque mondiale au Nigéria et dans les pays voisins. Il est nécessaire de décentraliser et de régionaliser les investissements car il faudrait que le pétrole profite à toutes les régions mauritaniennes. Pour cela il faudrait des programmes régionaux de développement. De même des pôles de développement dans chaque région et ceci est particulièrement important pour la fixation des populations, et la répartition des revenus. Il y a aussi l'après pétrole. Il faudrait alors absolument créer une économie qui tienne compte de cela. Il faudrait surtout qu'à partir du raffinage de pétrole à terre qu'on crée des prix discriminants des hydrocarbures, ce qui aura un bon effet sur l'inflation et sur les prix pour les consommateurs dans notre pays. La discrimination du coût du carburant serait très intéressante pour permettre la délocalisation

d'unités consommatrices d'énergie qui pourraient venir dans notre pays. Donc, il faudrait mettre cela dans une stratégie globale de développement qui permettrait à tout le pays d'en profiter, et qui permettrait de résorber le chômage, afin de créer des conditions de vie meilleures. Il ne doit pas être exclu la possibilité de subventionner deux ou trois produits de consommation, comme les produits de première nécessité. Je crois que c'est quelque chose de faisable pour faire profiter tous les mauritaniens des revenus pétroliers parce que quand on touche le consommateur, on touche tout le monde. Il y a alors tout un programme qui peut être fait. Il y a les investissements humains qui sont particulièrement importants. A partir des revenus pétroliers revoir la réforme de l'enseignement et revoir comment créer un enseignement digne de ce nom capable de servir les générations futures. Le pétrole peut servir à beaucoup de choses (infrastructures, environnement, bien-être).

Propos recueillis par Moussa Diop
Suite la semaine prochaine